

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville

DESTINATIONS	ABONNEMENTS			NUMERO
	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	
REPUBLIQUE DU CONGO	24.000	12.000	6.000	500 F CFA
	Voie aérienne exclusivement			
ETRANGER	38.400	19.200	9.600	800 F CFA

- Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte. □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg
Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel** et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

- LOIS -

- 15 mars Loi organique n° 14 -2018 déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif de la femme..... 405
- 15 mars Loi organique n° 15 -2018 déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif de la jeunesse..... 406

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTES GENERAUX

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- 9 mars Décret n° 2018-99 portant création, attributions et organisation de la direction centrale de la justice militaire..... 408

- 9 mars Décret n° 2018-101 portant création, attributions et organisation du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée «Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO»..... 409

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

- Nomination..... 411
- Nomination (*Rectificatif*)..... 412

MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

- Autorisation d'exploitation..... 413

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

- Nomination..... 416

**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS
ET DE LA PROMOTION DES PEUPLES AUTOCHTONES**

- Nomination..... 416

**MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION
CIVILE ET DE LA MARINE MARCHANDE**

- Agrément..... 426

MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE

- Nomination..... 427

PARTIE NON OFFICIELLE**ANNONCES**

- Déclaration d'associations..... 429

PARTIE OFFICIELLE

- LOIS -

Loi organique n° 14-2018 du 15 mars 2018
déterminant l'organisation, la composition et le
fonctionnement du Conseil consultatif de la femme

L'Assemblée nationale et le Sénat
ont délibéré et adopté ;
La cour constitutionnelle a déclaré
conforme à la constitution ;
Le Président de la République promulgue
la loi dont la teneur suit :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le Conseil consultatif de la femme émet des avis sur les questions liées à la condition de la femme.

Il fait également au Gouvernement des suggestions visant à promouvoir l'intégration de la femme au développement.

TITRE II : DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPOSITION

Article 2 : Le Conseil consultatif de la femme comprend :

- une assemblée générale ;
- un secrétariat exécutif permanent.

Chapitre 1 : De l'assemblée générale

Article 3 : L'assemblée générale est l'organe délibérant du Conseil consultatif de la femme. Elle est composée de femmes, membres de droit et membres désignés. Sont membres de droit :

- les anciennes ministres chargées de la promotion de la femme ;
- les représentantes des femmes anciennes parlementaires.

Sont membres désignés :

- les représentantes des femmes parlementaires ;
- les représentantes des femmes conseillères départementales et municipales ;
- les représentantes des femmes cheffes d'entreprises ;
- les représentantes des associations féminines ;
- les représentantes des groupements coopératifs ;
- les représentantes des partis et groupements politiques de la majorité, du centre et de l'opposition ;
- les représentantes des ordres professionnels et des sociétés savantes ;
- les représentantes des confessions religieuses et des organisations non gouvernementales des droits de l'homme ;

- les représentantes des femmes autochtones.

Les membres désignés sont proposés par les organes dont ils relèvent et issus d'une sélection organisée selon les modalités fixées par décret en Conseil des ministres.

Article 4 : Les membres du Conseil consultatif de la femme sont nommés par décret du Président de la République.

La ministre en charge de la promotion de la femme met en œuvre la présente disposition.

Article 5 : La durée du mandat des membres désignés du Conseil consultatif de la femme est de trois ans, renouvelable une fois.

Article 6 : Les sessions de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la femme sont dirigées par un bureau assisté par un secrétariat de séance.

Article 7 : Le bureau de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la femme comprend :

- une présidente ;
- une première vice-présidente ;
- une deuxième vice-présidente ;
- une rapporteure ;
- un membre.

Article 8 : Le secrétariat de séance de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la femme comprend :

- un chef de secrétariat ;
- six membres.

Article 9 : Les membres du bureau et du secrétariat de séance de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la femme sont élus à l'ouverture de chaque session parmi les membres nommés conformément à l'article 4 de la présente loi.

Les fonctions de membre du bureau et du secrétariat de séance sont gratuites et non permanentes.

Chapitre 2 : Du secrétariat exécutif permanent

Article 10 : Le secrétariat exécutif permanent est l'organe représentatif du Conseil consultatif de la femme. Il est chargé de la gestion quotidienne du Conseil consultatif dans l'intervalle des sessions.

Il comprend :

- une secrétaire exécutive ;
- deux secrétaires.

La secrétaire exécutive est nommée par décret du Président de la République, sur proposition de la ministre en charge de la question de la femme.

Les deux secrétaires sont nommées par arrêté du ministre en charge de la question de la femme.

Article 11 : La secrétaire exécutive permanente et ses collaboratrices perçoivent une indemnité mensuelle dont le montant est fixé par décret en Conseil des ministres.

Article 12 : Est incompatible avec l'exercice de la fonction de membre du secrétariat exécutif permanent, l'exercice d'un haut emploi ou fonction au niveau du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire.

TITRE III : DU FONCTIONNEMENT

Article 13 : Le Conseil consultatif de la femme se réunit sur convocation du Président de la République.

Article 14 : Le décret de convocation fixe les questions sur lesquelles le Conseil consultatif de la femme doit se prononcer ainsi que la date de la tenue de celui-ci.

Article 15 : Les sessions du Conseil consultatif de la femme sont sanctionnées par des avis adressés au Président de la République sur la condition de la femme et par des suggestions adressées au Gouvernement visant à promouvoir l'intégration de la femme au développement.

Un communiqué final peut être rendu public après sa transmission au Président de la République.

Article 16 : Les fonctions de membre du Conseil consultatif de la femme sont gratuites.

Toutefois, elles donnent droit au remboursement des frais de transport et au paiement d'une indemnité de session dont le taux et les conditions d'attribution sont fixées par décret en Conseil des ministres.

Article 17 : Les frais de fonctionnement du Conseil consultatif de la femme sont imputables au budget de l'Etat.

La secrétaire exécutive permanente est l'ordonnatrice principale du budget du Conseil.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 18 : Le Conseil consultatif de la femme adopte, en assemblée générale, un règlement intérieur qui précise les règles de son fonctionnement et de discipline de ses membres.

Article 19 : La présente loi organique sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 15 mars 2018

Par le Président de la République,

Denis SASSOU- N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement

Clément MOUAMBA

Le ministre de la justice et des droits humains et de la promotion des peuples autochtones,

Aimé Ange Wilfrid BININGA

La ministre de la promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement,

Inès Nefer Bertille INGANI

Le ministre des finances et du budget

Calixte NGANONGO

Loi organique n° 15-2018 du 15 mars 2018 déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif de la jeunesse

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré et adopté ;

La cour constitutionnelle a déclaré conforme à la constitution ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le Conseil consultatif de la jeunesse est un organe chargé d'émettre des avis au Président de la République et des suggestions au Gouvernement sur les questions liées au plein épanouissement de la jeunesse dans le cadre d'une gouvernance intergénérationnelle.

TITRE II : DE L'ORGANISATION ET DE LA COMPOSITION

Article 2 : Le Conseil consultatif de la jeunesse comprend :

- une assemblée générale ;
- un secrétariat exécutif permanent.

Chapitre 1 : De l'assemblée générale

Article 3 : L'assemblée générale est l'organe délibérant du Conseil consultatif de la jeunesse. Elle est composée de jeunes, désignés conformément à l'article 5 de la présente loi.

Article 4 : Nul ne peut être désigné membre de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la jeunesse s'il ne remplit les conditions suivantes :

- être de nationalité congolaise ;
- être âgé de seize ans au moins à trente-cinq ans au plus ;
- n'avoir jamais été condamné.

Article 5 : La désignation des membres de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la jeunesse tient compte à la fois de la parité, de la représentation de l'ensemble des départements du Congo et des différentes catégories sociales et professionnelles de la jeunesse congolaise.

Un décret en Conseil des ministres fixe les modalités de sélection des jeunes appelés à siéger en assemblée générale du Conseil consultatif de la jeunesse.

Article 6 : Les jeunes sélectionnés sont nommés membres de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la jeunesse par décret du Président de la République.

Le ministre en charge de la jeunesse met en œuvre la présente disposition.

Article 7 : La durée du mandat des jeunes, membres de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la jeunesse est de trois ans renouvelable une fois, à l'exception de ceux ayant trente-deux ans au premier mandat.

Article 8 : En cas d'empêchement définitif d'un membre du Conseil consultatif de la jeunesse manifesté par décès, démission ou déchéance, il est pourvu à son remplacement par un nouveau membre, trente jours après, dans les mêmes conditions que celles prévues aux articles 5, 6 et 11 de la présente loi.

Article 9 : Les sessions de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la jeunesse sont dirigées par un présidium qui comprend :

- un président ;
- un premier vice-président ;
- un deuxième vice-président ;
- un rapporteur ;
- un membre.

Les membres du présidium de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la jeunesse sont élus à l'ouverture de chaque session parmi les membres nommés conformément à l'article 6 de la présente loi.

Les fonctions de membre du présidium sont gratuites et non permanentes.

Chapitre 2 : Du secrétariat exécutif permanent

Article 10 : Le secrétariat exécutif permanent est l'organe de gestion courante du Conseil consultatif dans l'intervalle des sessions.

Il comprend :

- un secrétaire exécutif ;
- deux secrétaires.

Article 11 : Le secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la jeunesse est nommé par décret du Président de la République.

Les deux autres membres du secrétariat permanent sont nommés par arrêté du ministre chargé de la jeunesse.

Les membres du secrétariat exécutif permanent perçoivent une indemnité mensuelle dont le montant est fixé par voie réglementaire.

Article 12 : Est incompatible avec l'exercice de la fonction de membre du secrétariat exécutif permanent du Conseil consultatif de la jeunesse, l'exercice d'un haut emploi ou fonction au niveau du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire.

TITRE III : DU FONCTIONNEMENT

Article 13 : Le Conseil consultatif de la jeunesse se réunit sur initiative du Président de la République.

Article 14 : Les réunions du Conseil consultatif de la jeunesse sont sanctionnées par des avis adressés au Président de la République. Un communiqué final peut être rendu public après sa transmission au Président de la République.

Article 15 : Les crédits nécessaires au fonctionnement du Conseil consultatif de la jeunesse sont inscrits au budget de l'Etat.

Le secrétaire exécutif du Conseil consultatif de la jeunesse est l'ordonnateur principal du budget du Conseil.

Article 16 : Le Conseil consultatif de la jeunesse adopte, en assemblée générale, un règlement intérieur qui précise les règles de son fonctionnement et de discipline de ses membres.

Une copie du règlement intérieur est transmise au ministre de l'intérieur, de la décentralisation et du développement local pour information.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 17 : Les fonctions de membre du Conseil consultatif de la jeunesse sont gratuites, à l'exception de celles de membre du secrétariat exécutif permanent. Toutefois, elles donnent droit au remboursement des frais de transport et au paiement d'une indemnité de session dont le taux et les conditions d'attribution sont fixés par décret en Conseil des ministres.

Article 18 : La présente loi organique sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 15 mars 2018

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

La ministre de la jeunesse et de l'éducation civique,

Destinée Hermela DOUKAGA

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTES GENERAUX

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 2018-99 du 9 mars 2018 portant création, attributions et organisation de la direction centrale de la justice militaire

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 1-2001 du 5 février 2001 portant organisation générale de la défense nationale ;

Vu l'ordonnance n° 3-2001 du 5 février 2001 portant organisation et fonctionnement des forces armées congolaises ;

Vu l'ordonnance n° 5-2001 du 5 février 2001 portant organisation et fonctionnement de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2001-198 du 11 avril 2001 portant attributions et organisation du ministère de la défense nationale ;

Vu le décret n° 2002-9 du 3 janvier 2002 portant attributions et organisation de la direction générale des affaires stratégiques et de la coopération militaire ;

Vu le décret n° 2009-398 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre à la Présidence, chargé de la défense nationale ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décrète :

Chapitre 1 : De la création

Article premier : Il est créé, au sein du ministère de la défense nationale, une direction centrale dénommée « direction centrale de la justice militaire ».

La direction centrale de la justice militaire est rattachée au cabinet du ministre.

Chapitre 2 : Des attributions

Article 2 : La direction centrale de la justice militaire est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière de justice militaire.

A ce titre, elle est chargée, notamment, de :

- suivre, de concert avec les services du ministère de la justice, l'administration de la justice militaire ;
- suivre, devant les juridictions, en rapport avec le ministère de la justice, le contentieux concernant les forces armées congolaises, la gendarmerie nationale et les services ;

- examiner les recours préalables destinés au contentieux contre les forces armées congolaises, la gendarmerie nationale ou les services ;
- veiller à l'exécution des décisions de justice ;
- concevoir et élaborer les textes de droit pénal applicables aux militaires ;
- étudier et planifier la politique de lutte contre la délinquance au sein des forces armées congolaises, de la gendarmerie nationale et des services ;
- conseiller les autorités militaires sur toutes les questions liées au droit ;
- participer à la coopération judiciaire.

Chapitre 3 : De l'organisation

Article 3 : La direction centrale de la justice militaire est dirigée et animée par un officier général ou un officier supérieur du grade de colonel.

Article 4 : La direction centrale de la justice militaire, outre le secrétariat, comprend :

- la division des études, de la planification et de la documentation ;
- la division du contentieux, de l'administration consultative et de la coopération judiciaire ;
- la division des affaires pénitentiaires, des grâces et de la rééducation ;
- la division de l'administration et des finances.

Section 1 : Du secrétariat

Article 5 : Le secrétariat est dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- recevoir et expédier le courrier ;
- analyser sommairement les correspondances et autres documents administratifs ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents ;
- et, d'une manière générale, exécuter toute autre tâche qui peut lui être confiée.

Section 2 : De la division des études, de la planification et de la documentation

Article 6 : La division des études, de la planification et de la documentation est dirigée et animée par un chef de division qui a rang de chef de service.

Elle est chargée, notamment, de :

- étudier et planifier la politique de lutte contre la délinquance au sein des forces armées congolaises, de la gendarmerie nationale et des services ;
- concevoir et élaborer les textes de droit pénal applicables aux militaires ;
- gérer les archives et la documentation.

Section 3 : De la division du contentieux,
de l'administration consultative et de la
coopération judiciaire

Article 7 : La division du contentieux, de l'administration consultative et de la coopération judiciaire est dirigée et animée par un chef de division qui a rang de chef de service.

Elle est chargée, notamment, de :

- suivre, de concert avec le ministère de la justice, l'administration de la justice militaire ;
- suivre, devant les juridictions, en rapport avec le ministère de la justice, le contentieux concernant les forces armées congolaises, la gendarmerie nationale et les services ;
- préparer, de concert avec les services du ministère de la justice, les requêtes, les mémoires, les conclusions et tous autres actes qu'exigent les procédures judiciaires concernant les forces armées congolaises, la gendarmerie nationale et les services ;
- examiner les recours préalables destinés au contentieux contre les forces armées congolaises, la gendarmerie nationale et les services ;
- assurer la consultation juridique au profit des autorités militaires ;
- participer à la coopération judiciaire.

Section 4 : De la division des affaires pénitentiaires,
des grâces et de la rééducation

Article 8 : La division des affaires pénitentiaires, des grâces et de la rééducation est dirigée et animée par un chef de division qui a rang de chef de service.

Elle est chargée, notamment, de :

- tenir à jour, de concert avec les services du ministère de la justice, les statistiques de la population carcérale militaire ;
- suivre l'exécution des condamnations pénales prononcées contre les militaires et les gendarmes ;
- suivre les mesures de rééducation et de réinsertion sociale et professionnelle des militaires et des gendarmes incarcérés ;
- participer à l'instruction des dossiers de recours de grâce concernant les militaires et les gendarmes.

Section 5 : De la division de l'administration
et des finances

Article 9 : La division de l'administration et des finances est dirigée et animée par un chef de division qui a rang de chef de service.

Elle est chargée, notamment, de :

- gérer les ressources humaines ;
- gérer l'administration et les finances ;
- gérer le matériel.

Chapitre 4 : Dispositions diverses et finales

Article 10 : Les attributions et l'organisation des divisions et des sections à créer, en tant que de besoin, sont fixées par arrêté du ministre.

Article 11: Le directeur, les chefs de division, les chefs de section et le chef de bureau sont nommés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 12 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 9 mars 2018

Par le Président de la République,

Denis SASSOU - N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le vice-Premier ministre, chargé de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale,

Firmin AYESEA

Le ministre de la défense nationale,

Charles Richard MONDJO

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

Décret n° 2018-101 du 9 mars 2018 portant création, attributions et organisation du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO »

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 11-2000 du 31 juillet 2000 portant organisation et développement des activités physiques et sportives ;

Vu l'ordonnance n° 3-2001 du 5 février 2001 portant organisation et fonctionnement des forces armées congolaises ;

Vu l'ordonnance n° 5-2001 du 5 février 2001 portant organisation et fonctionnement de la gendarmerie nationale ;

Vu le décret n° 2001-198 du 11 avril 2001 portant attributions et organisation du ministère de la défense nationale ;

Vu décret n° 2009-398 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre à la Présidence, chargé de la défense nationale ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décète :

Chapitre 1 : De la création

Article premier : Il est créé, sous la supervision du ministre de la défense nationale, un comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU N'GUESSO ».

Chapitre 2 : Des attributions

Article 2 : Le comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO » est chargé de mettre en œuvre les actions relatives à l'organisation et au bon déroulement du premier championnat d'Afrique militaire de basket-ball, conformément au cahier des charges de l'organisation du sport militaire d'Afrique.

Chapitre 3 : De l'organisation

Article 3 : Le comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO » comprend :

- la cellule de supervision ;
- la cellule de coordination ;
- le conseil exécutif.

Section 1 : De la cellule de supervision

Article 4 : La cellule de supervision du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO » est chargée d'orienter, suivre et contrôler les actions à mettre en œuvre en vue de l'organisation et du bon déroulement de la compétition.

A ce titre, elle est chargée, notamment, de :

- donner des orientations générales sur les actions à mener en vue d'atteindre les objectifs fixés ;
- valider les programmes d'activités ;
- valider et ajuster, en tant que de besoin, la programmation des ressources financières allouées ;
- valider les activités extra-sportives à réaliser en tenant compte des ressources financières disponibles ;
- veiller à la sécurisation des activités ;
- prendre toutes mesures correctives ou adaptatives nécessaires ;
- assurer le suivi et le contrôle des activités.

Article 5 : La cellule de supervision du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée

Denis SASSOU-N'GUESSO » comprend :

- le ministre de la défense nationale ;
- le conseiller aux sports du Président de la République ;
- le conseiller aux sports du Premier ministre ;
- le directeur général des sports du ministère des sports et de l'éducation physique ;
- le vice-président de l'organisation du sport militaire en Afrique ;
- le président de la fédération congolaise de basket-ball.

Section 2 : De la cellule de coordination

Article 6 : La cellule de coordination du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO » planifie, coordonne et met en œuvre les activités visant l'organisation et le bon déroulement de la compétition.

A ce titre, elle est chargée, notamment, de :

- élaborer le programme d'activité et le soumettre à la validation de la cellule de supervision ;
- mettre en œuvre le programme d'activités après validation de la cellule de supervision ;
- suivre et coordonner l'exécution des activités ;
- prendre les mesures de sécurisation des activités ;
- proposer toutes mesures correctives ou adaptatives à la cellule de supervision.

Article 7 : La cellule de coordination du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO » est composée ainsi qu'il suit :

Président : le chef d'état-major général des forces armées congolaises ;

Premier vice-président : le commandant de la gendarmerie nationale ;

Deuxième vice-président : le directeur des activités sportives du ministère des sports et de l'éducation physique ;

Secrétaire : le directeur de cabinet du chef d'état-major des forces armées congolaises ;

Membres :

- le chef d'état-major général adjoint des forces armées congolaises ;
- le directeur général de la surveillance du territoire ;
- le directeur général de l'administration et des finances du ministère de la défense nationale ;
- le directeur de l'entraînement physique et sportif de l'état-major général des forces armées congolaises ;
- le président de la section « inter-club basket-ball » ;

- le représentant de la direction nationale du protocole.

Section 3 : Du conseil exécutif

Article 8 : Le conseil exécutif du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO » assure l'exécution des activités matérielles et techniques nécessaires à l'organisation et au bon déroulement de la compétition.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- réaliser les activités matérielles et techniques liées à la compétition sportive ;
- réaliser les activités extra-sportives, culturelles et/ou touristiques, au profit des compétiteurs et/ou des officiels ;
- mettre en œuvre les mesures de sécurisation ;
- proposer toutes mesures correctives ou adaptatives.

Article 9 : Le conseil exécutif du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO » est composé ainsi qu'il suit :

Président : le directeur de l'entraînement physique et sportif de l'état-major général des forces armées congolaises ;

Premier vice-président : l'attaché aux sports du ministre des sports et de l'éducation physique ;

Deuxième vice - président : le président de la commission technique de basket-ball de l'organisation du sport militaire en Afrique ;

Gestionnaire : le directeur des services financiers de la direction générale de l'administration et des finances ;

Membres :

- les présidents des commissions spécialisées.

Article 10 : Le conseil exécutif du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO » dispose des commissions spécialisées ci-après :

- la commission technique ;
- la commission protocole et accueil la commission transport ;
- la commission hébergement et restauration ;
- la commission marketing ;
- la commission santé ;
- la commission sécurité et accréditation ;
- la commission infrastructures ;
- la commission finances ;
- la commission presse.

Article 11 : Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des commissions spécialisées sont fixés par arrêté du ministre de la défense nationale.

Article 12 : Les présidents et les membres des commissions spécialisées sont nommés par arrêté du ministre de la défense nationale.

Chapitre 4 : Dispositions diverses et finales

Article 13 : Les frais de fonctionnement du comité d'organisation de la première édition du championnat d'Afrique militaire de basket-ball dénommée « Trophée Denis SASSOU-N'GUESSO » sont à la charge du budget de l'Etat.

Article 14 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 9 mars 2018

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le ministre de la défense nationale,

Charles Richard MONDJO

Le ministre des sports et de l'éducation physique,

Hugues NGOUELONDELE

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA DECENTRALISATION

NOMINATION

Décret n° 2018-100 du 9 mars 2018. Sont nommés, en application de l'article 10 de la loi n° 21-2014 du 13 juin 2014 susvisée, responsables des programmes de la force publique :

Pour le ministère de la défense nationale :

- le chef d'état-major général des forces armées congolaises : « défense du territoire et consolidation de la paix » ;
- le directeur général de l'équipement : « équipements et infrastructures » ;
- le directeur général des affaires stratégiques et de la coopération militaire « stratégie, recherche et justice militaire » ;

- le commandant de la gendarmerie nationale : « gendarmerie nationale » ;
- le directeur de cabinet du ministre de la défense nationale : « pilotage et coordination des politiques du ministère ».

Pour le ministère de l'intérieur
et de la décentralisation :

- le directeur général de la police : « ordre public et sûreté nationale » ;
- le directeur général de la sécurité civile : « prévention et gestion des risques et catastrophes » ;
- le directeur de cabinet du ministre chargé de la police : « pilotage et gouvernance ministérielle ».

Les responsables des programmes de la force publique sont assistés par des responsables de sous-programmes nommés par arrêté ministériel.

RECTIFICATIF

Arrêté n° 1016 du 8 mars 2018 portant rectificatif à l'arrêté n° 19334/MID/CAB du 30 décembre 2013 portant nomination des officiers de la police nationale au titre de l'année 2014 (1^{er} trimestre 2014)

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 6-2011 du 2 mars 2011 fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de la police nationale ;

Vu la loi n° 7-2011 du 2 mars 2011 portant statut spécial des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2013-198 du 21 mai 2013 portant avancement dans la police nationale ;

Vu le décret n° 2013-796 du 30 décembre 2013 ; portant inscription au tableau d'avancement des officiers de la police nationale au titre de l'année 2014 ;

Vu le décret n° 2015-179 du 21 janvier 2015 portant organisation du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du gouvernement ;

Sur proposition du conseil de commandement,

Arrête :

Sont nommés à titre définitif pour compter du 1^{er} janvier 2014 (1^{er} trimestre 2014) :

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA
DECENTRALISATION
POUR LE GRADE DE : LIEUTENANT DE POLICE

II - DIRECTION GENERALE DE LA POLICE

C - DIRECTIONS DEPARTEMENTALES

POLICE GENERALE

Au lieu de :

S/Lieutenant de police **NDAMBA (Gabriel)** DDP/CUV

Lire :

S/Lieutenant de police **NDAMBA (Alphonse)** DDP/CUV

Le reste sans changement.

Fait à Brazzaville, le 8 mars 2018

Raymond Zéphirin MBOULOU

Arrêté n° 1017 du 8 mars 2018 portant rectificatif de nom et de prénom à l'arrêté n° 2313 du 22 mars 2017 portant nomination des officiers de la police nationale au titre de l'année 2017 (2^e trimestre 2017)

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 6-2011 du 2 mars 2011 fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de la police nationale ;

Vu la loi n° 7-2011 du 2 mars 2011 portant statut spécial des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 2013-198 du 21 mai 2013 portant avancement dans la police nationale ;

Vu le décret n° 2015-179 du 21 janvier 2015 portant organisation du ministère de l'intérieur et de la décentralisation ;

Vu le décret n° 2016-378 du 30 décembre 2016 portant inscription au tableau d'avancement des officiers de la police nationale au titre de l'année 2017 ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Sur proposition du conseil de commandement,

Arrête :

Sont nommés à titre définitif pour compter du 1^{er} avril 2017 (2^e trimestre 2017) ;

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET
DE LA DECENTRALISATION

POUR LE GRADE DE : CAPITAINE DE POLICE

II- DIRECTION GENERALE DE LA POLICE

D - DIRECTIONS DEPARTEMENTALES
b)- POLICE GENERALE

Au lieu de :

Lieutenant de police **MOUNZIETO LINGA (Bienvenu Emmanuel)** DDP/LIK

Lire :

Lieutenant de police **MOUZIETO Ange Bienvenu Emmanuel** DDP/LIK1f

Le reste sans changement.

Fait à Brazzaville, le 8 mars 2018

Raymond Zéphirin MBOULOU

**MINISTERE DES MINES
ET DE LA GEOLOGIE**

AUTORISATION D'EXPLOITATION

Arrêté n° 1244 du 15 mars 2018 portant attribution à la société Mac Congo Sarl d'une autorisation d'exploitation de type semi-industriel d'un site aurifère dans le secteur de « Alangong-Bamegod-Inès », dans le département de la Sangha

Le ministre des mines et de la géologie,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier ;

Vu le décret n° 2007-274 du 21 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles d'exercice de la surveillance administrative ;

Vu le décret n° 2009-395 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des mines et de la géologie ;

Vu le décret n° 2009-475 du 24 décembre 2009 portant organisation du ministère des mines et de la géologie ;

Vu le décret n° 2017-37 du 21 août 2017 portant nomination du premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la correspondance adressée par la société Mac Congo Sarl au ministère des mines et de la géologie,

Arrête :

Article premier : En application des dispositions de l'article 45 et 46 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier et des articles 59, 60, 61, 63, du décret n° 2007-274 du 21 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles de la surveillance administrative, il est attribué à la Société Mac Congo Sarl une autorisation d'exploitation de type semi-industriel d'un site aurifère dans les limites de l'autorisation « Alangong-Bamegod-Inès », dans le département de la Sangha.

Article 2 : Le site d'exploitation a une superficie de 100 km² et est défini par les limites géographiques suivantes :

Sommets	Longitudes	Latitudes
A	14° 11' 07" E	1° 54' 47" N
B	14° 16' 00" E	1° 54' 47" N
C	14° 16' 00" E	1° 48' 50" N
D	14° 10' 07" E	1° 48' 50" N

Article 3 : L'autorisation d'exploitation visée à l'article 1^{er} ci-dessus est accordée pour une durée de cinq (5) ans. Il peut faire l'objet d'une transformation en permis d'exploitation dans les conditions prévues par le code minier.

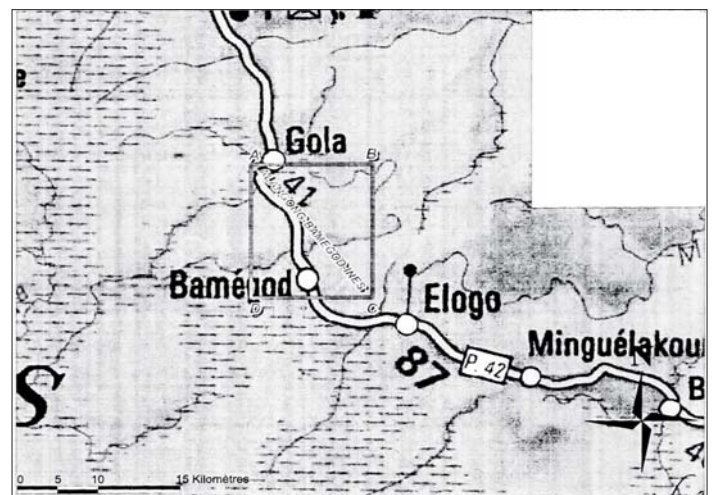
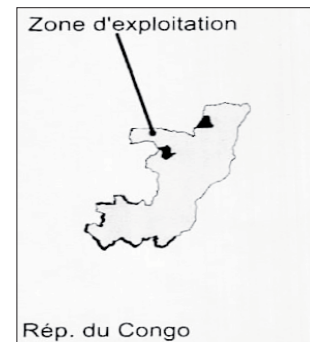
Article 4 : Une étude d'impact sur l'environnement portant sur l'activité de production et de traitement de l'or doit être présentée avant l'entrée en production de ce site alluvionnaire.

Article 5 : Conformément aux dispositions des articles 3 et 157 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier, la société Mac Congo Sarl doit s'acquitter d'une redevance minière à taux fixe.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 15 mars 2018

Pierre OBA



Arrêté n° 1245 du 15 mars 2018

portant attribution à la société Mac Congo Sarl d'une autorisation d'exploitation de type semi-industriel d'un site aurifère dans le secteur de « Alangong-Mayebé-Djouma », dans le département de la Sangha

Le ministre des mines et de la géologie,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier ;

Vu le décret n° 2007-274 du 21 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles d'exercice de la surveillance administrative ;

Vu le décret n° 2009-395 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des mines et de la géologie ;

Vu le décret n° 2009-475 du 24 décembre 2009 portant organisation du ministère des mines et de la géologie ;

Vu le décret n° 2017-37 du 21 août 2017 portant nomination du premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu la correspondance adressée par la société Mac Congo Sarl au ministère des mines et de la géologie,

Arrête :

Article premier : En application des dispositions des articles 45 et 46 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier et des articles 59, 60, 61, 63, du décret n° 2007-274 du 21 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles de la surveillance administrative, il est attribué à la société Mac Congo Sarl une autorisation d'exploitation de type semi-industriel d'un site aurifère dans les limites de l'autorisation « Alangong-Mayebé-Djouma », dans le département de la Sangha.

Article 2 : Le site d'exploitation a une superficie de 100 km² et est défini par les limites géographiques suivantes :

Sommets	Longitudes	Latitudes
A	14° 16' 00" E	1° 50' 34" N
B	14° 26' 00" E	1° 50' 34" N
C	14° 26' 00" E	1° 47' 40" N
D	14° 16' 00" E	1° 47' 40" N

Article 3 : L'autorisation d'exploitation visée à l'article 1^{er} ci-dessus est accordée pour une durée de cinq (5) ans. Il peut faire l'objet d'une transformation en permis d'exploitation dans les conditions prévues par le code minier.

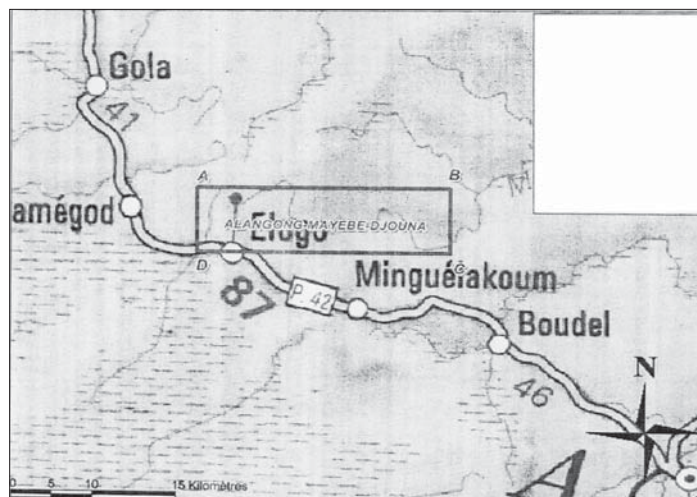
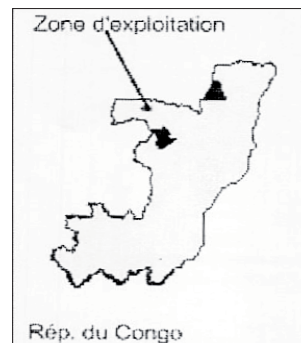
Article 4 : Une étude d'impact sur l'environnement portant sur l'activité de production et de traitement de l'or doit être présentée avant l'entrée en production de ce site alluvionnaire.

Article 5 : Conformément aux dispositions des articles 3 et 157 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier, la Société Mac Congo Sarl doit s'acquitter d'une redevance minière à taux fixe.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 5 mars 2018

Pierre OBA

**Arrêté n° 1246 du 15 mars 2018**

portant attribution à la société Mac Congo Sarl d'une autorisation d'exploitation de type semi-industriel d'un site aurifère dans le secteur de « Jub-Mbala-Sylvie », dans le département de la Sangha

Le ministre des mines et de la géologie,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier ;

Vu le décret n° 2007-274 du 21 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles d'exercice de la surveillance administrative ;

Vu le décret n° 2009-395 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des mines et de la géologie ;

Vu le décret n° 2009-475 du 24 décembre 2009 portant organisation du ministère des mines et de la géologie ;

Vu le décret n° 2017-37 du 21 août 2017 portant nomination du premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 207-373 du 22 août 2017, portant nomination des membres du gouvernement ;
Vu la correspondance adressée par la société Mac Congo Sarl au ministère des mines et de la géologie.

Arrête :

Article premier : En application des dispositions de l'article 45 et 46 de la loi no 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier et des articles 59, 60, 6, 63, du décret no 2007-274 du 2 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles de la surveillance administrative, il est attribué à la Société Mac Congo Sarl une autorisation d'exploitation de type semi-industriel d'un site aurifère dans les limites de l'autorisation « Jub-Mbala-Sylvie », dans le département de la Sangha.

Article 2 : Le site d'exploitation a une superficie de 100 km² et défini par les limites géographiques suivantes :

Sommets	Longitudes	Latitudes
A	14° 11' 07" E	2° 06' 43" N
B	14° 16' 00" E	2° 06' 43" N
C	14° 16' 00" E	2° 00' 45" N
D	14° 11' 07" E	2° 00' 45" N

Article 3 : L'autorisation d'exploitation visée à l'article 1^{er} ci-dessus est accordée pour une durée de cinq (5) ans. Il peut faire l'objet d'une transformation en permis d'exploitation dans les conditions prévues par le code minier.

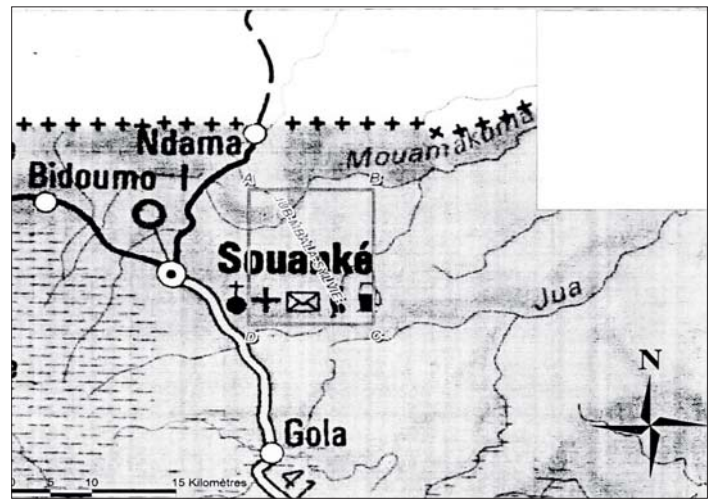
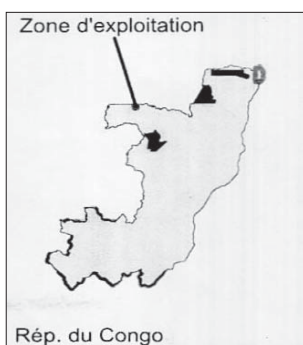
Article 4 : Une étude d'impact sur l'environnement portant sur l'activité de production et de traitement de l'or doit être présentée avant l'entrée en production de ce site alluvionnaire.

Article 5 : Conformément aux dispositions des articles 3 et 57 de la loi n° 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier, la société Mac Congo Sarl doit s'acquitter d'une redevance minière à taux fixe.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 5 mars 2018

Pierre OBA



Arrêté n° 1247 du 15 mars 2018

Portant attribution à la société Mac Congo Sarl d'une autorisation d'exploitation de type (semi-industriel) d'un site aurifère dans le secteur de « Jub-Kouko-Am-As » dans le département de la Sangha

Le ministre des mines et de la géologie,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 4-2005 du avril 2005 portant code minier ;

Vu le décret n° 2007-274 du 2 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celles d'exercice de la surveillance administrative ;

Vu le décret n° 2009-395 du 3 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des mines et de la géologie ;

Vu le décret n° 2009-475 du 24 décembre 2009 portant organisation du ministère des mines et de la géologie ;

Vu le décret n° 207-37 du 2 août 2017, portant nomination du premier ministre, chef du gouvernement ;

Vu le décret n° 207-373 du 22 août 2017, portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu la correspondance adressée par la société Mac Congo Sarl au ministère des mines et de la géologie.

Arrête :

Article premier : En application des dispositions de l'article 45 et 46 de la loi no 4-2005 du avril 2005 portant code minier et des articles 59, 60, 6, 63, du décret n° 2007-274 du 2 mai 2007 fixant les conditions de prospection, de recherche et d'exploitation des substances minérales et celle de la surveillance administrative, il est attribué à la société Mac Congo Sarl une autorisation d'exploitation de type serai-industriel d'un site aurifère dans les limites de l'autorisation « Jub-Kouko-Am-As », dans le département de la Sangha.

Article 2 : Le site d'exploitation a une superficie de 100 km² et défini par les limites géographiques suivantes :

Sommets	Longitudes	Latitudes
A	14° 11' 07" E	2° 00' 45" N
B	14° 16' 00" E	2° 00' 45" N
C	14° 16' 00" E	1° 54' 47" N
D	14° 11' 07" E	1° 54' 47" N

Article 3 : L'autorisation d'exploitation visée à l'article 1^{er} ci-dessus est accordée pour une durée de cinq (5) ans. Il peut faire l'objet d'une transformation en permis d'exploitation dans les conditions prévues par le code minier.

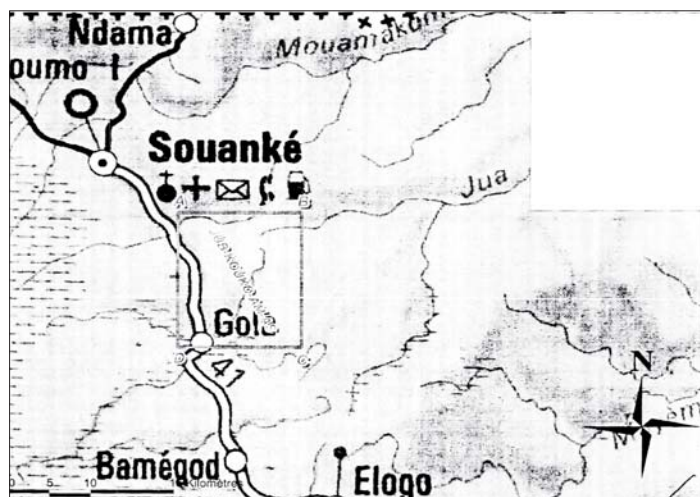
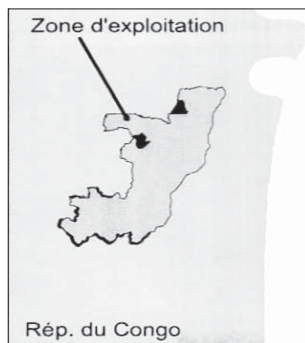
Article 4 : Une étude d'impact sur l'environnement portant sur l'activité de production et de traitement de l'or doit être présentée avant l'entrée en production de ce site alluvionnaire.

Article 5 : Conformément aux dispositions des articles 3 et 57 de la loi no 4-2005 du 11 avril 2005 portant code minier, la société Mac Congo Sarl doit s'acquitter d'une redevance minière à taux fixe.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 5 mars 2018

Pierre OBA



MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

NOMINATION

Décret n° 2018-97 du 8 mars 2018. Le colonel **NGUELONGO ITOUA** est nommé chef du grand quartier général de l'état-major général des forces armées congolaises.

L'intéressé percevra, à ce titre, les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le présent décret prend effet à compter de la date de prise de fonctions par l'intéressé.

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS ET DE LA PROMOTION DES PEUPLES AUTOCHTONES

NOMINATION

Décret n° 2018-102 du 14 mars 2018. Les magistrats dont les noms et prénoms suivent, sont nommés à la Cour Suprême aux fonctions ci-après :

Siège

Premier Président : **BOUKA (Henri)**

Vice- Président : **MOUBANGAT MOUKONZI (Alphonse Dinard)**

Président de la 3^e chambre civile : **NDAYI (Thadée)**

Président de la chambre administrative : **MBON (Albert)**

Président de la chambre pénale : **NGALEBAYI (Jean)**

Président de la chambre commerciale : **LOEMBA (André Charles)**

Président de la chambre sociale : **KOUMBA MBAKI (Hélène)**

Juges :

1. **MAYANDA (Pierre Julien Ausonne)**
2. **ELENGA (Norbert)**
3. **PAMBOU (Antoine Michaëls César)**
4. **MOUCKOGO (Florent)**
5. **MBEMBA (Gabin Félix)**
6. **OKO (Albert)**
7. **YOBO (Dieudonné)**
8. **MAVOUNGOU (Yolande) épouse GAMI**
9. **NTSIKA (Christine) épouse MAYANDA**
10. **MANOTA (Justin)**
11. **BATCHY (Jean de Dieu)**
12. **MOKOKO (Lucienne)**
13. **SOUKOU (Jean Romain)**
14. **MAVOUNGOU (Jérôme Patrick)**
15. **NOUNGUINI (Roger)**

Parquet général :

Procureur général : **MOUYABI (Gilbert)**

Premier Avocat général : **ETOTO-EBAKASSA (Albert)**

Avocats généraux :

1. **ESSAMY GATSE**
2. **OSSIBI (Albert)**
3. **GOULOU (Narcisse)**
4. **MBITSI (Théophile)**
5. **M'VIBOUDOLOU (William Simon)**

Décret n° 2018-103 du 14 mars 2018. Les magistrats dont les noms et prénoms suivent, sont nommés dans les Cours d'appel aux fonctions ci-après :

COUR D'APPEL DE BRAZZAVILLE SIEGE

Président : **OBA (Christian)**

Vice-Président : **AKONDO OSSENGUE**

Président de la 2^e Chambre civile : **KEMOKO (Gabriel)**

Président de la Cour criminelle : **GANZINO NGOUNGA (Cyprien)**

Président de la Chambre administrative : **IKOLO (Guy Alain)**

Président de la 2^e Chambre correctionnelle : **GOMA MANIONGUI (Christine)**

Président de la Chambre d'accusation : **ITSA (Roger)**

Président de la Chambre sociale : **BOUKAKA (Dominique)**

Président de la 3^e Chambre civile : **NSONDE (Léonard)**

Président de la 4^e Chambre civile : **ELANGUI (Séraphin)**

Président de la Chambre commerciale : **BABELA (Guy Christophe Bienvenu)**

Conseillers :

1. **BASONGISA MOUNDAYA (Amelin Chrystel Norphely)**
2. **BAYIMISSA (Julienne)**
3. **BINDIKOU (Ryssie Meng)**
4. **BINIAKOUNOU (Célestin)**
5. **BIYOURI (Jacques)**
6. **BOUKAKA (Dieudonné)**
7. **ETOU MBAN IMBA (Sylver)**
8. **FILANKEMBO (Dorianne Christelle)**
9. **GAMPIKA (Marcelle)**
10. **GOMA (Roland Romaric)**
11. **IKOBO TOMBO (Germaine)**
12. **KOUBOUNGA (Sylvie, épouse) MANTARI**
13. **KOUSSALI (Jean Claude)**
14. **MABONDZO Bénédicte (Eléonore)**

15. **MASSAMBA (Raphaël)**
16. **MAVOUNGOU SOUAMI (Jean Baptiste)**
17. **MAVOUNGOU TATY (Jean Paul)**
18. **MBEMBA (Laurena Roxane Ruth)**
19. **MIENDOUDI (François)**
20. **MILANDOU (Désiré)**
21. **MISSILOU (Bernard)**
22. **MIZELE (Estelle Nadège)**
23. **NKONIMBE NGALA (Louisy Philonvie)**
24. **NTOUNTA MAMBOU (Norcelly Honey)**
25. **NZIKOU (Sabine), épouse SOLA**
26. **OMANA INGOBA (Espruzzi Bechylleam), épouse ONDELE DZALALA**
27. **ONDZIE NGOUALOKI (Nathalie)**
28. **ONTSIRA NKOUNKOU (Carmen Novie)**
29. **PEMBE (Charles)**
30. **TATY BAYONNE (Saul de Tarse)**

Parquet général :

Procureur général : **ONIANGUE (Michel)**

Avocat général : **KOULANGOU (Ferdinand)**

Substituts généraux :

1. **NZABA (Pierre)**
2. **ELENGA (Dieudonné)**
3. **LOEMBA (Etienne)**
4. **NZOULANI KOUMBOU (Serge)**
5. **MOUANDE MASSENDE (José Bosco)**
6. **ZIMBIKISSA (Françoise)**

COUR D'APPEL DE POINTE-NOIRE

Siège

Président : **MOUANDEZA (Sylvie) épouse TCHIGNOUMBA**

Vice-Président : **OKOMBI (André)**

Président de la 2^e Chambre civile : **NGOUA (Gabriel)**

Président de la Cour criminelle : **BOUITY (Jean Didier)**

Président de la 2^e Chambre correctionnelle : **TOUTISSA (Jean Claude)**

Président de la Chambre d'accusation : **MOBONGO (Paul Maxime)**

Président de la Chambre commerciale : **NGOULOU (Lié Maixent)**

Président de la Chambre sociale : **KITOKO NGOMA (Emmanuel)**

Président de la 3^e Chambre correctionnelle : **DJIMBI SIMOUNA**

Président de la Chambre administrative : **MANTISSA (Catherine)**

Conseillers :

1. **ABIA (Henri Faustin)**
2. **BIKINDOU (Gérard)**
3. **BITOUMBOU (Jean Louis)**
4. **BOKOUANGO (Rolien)**
5. **BOLIBAN (Audrey Serge)**
6. **BOUKA (Maurice)**
7. **GOUAMPAKA (Gaston)**
8. **ITOUA (Privat Roméo)**
9. **LOEMBA (André)**
10. **MABIALA MIENAKOUTIMA**
11. **MAKAYA (Jean-Paul)**
12. **MALONGA (Elisabeth Noëlle)**
13. **MBENGOU (Patrick Raymond)**
14. **MBON Brice (Rhodes)**
15. **MIAKASSISSA (Bertrand Georgaly)**
16. **MONKESA (Judicaël)**
17. **NGAKALA MOUELLEY (Hurcella)**
18. **NZOSSI (Ferdinand)**
19. **OBAMBI Fidèle (Juvet)**
20. **POUO MOUTSOUKA**
21. **SAMBA (Anicet)**
22. **MAVOUNGOU (Joseph)**

Parquet général

Procureur général : **NKOUKOULI (Norbert)**
 Avocat général : **MANKOU (Joseph)**

Substituts généraux :

1. **MOUANDA (Ernest)**
2. **MANKITA (Clément)**
3. **DIAMBONGA (Brigitte)**

COUR D'APPEL DE DOLISIE

Siège

Président : **TATY (Pascal)**
 Vice-Président : **NGOUADI (Anselme)**
 Président de la Cour criminelle : **YENGUITTA NANITELAMIO (Rosine)**

Président de la Chambre d'accusation : **MPIMI MBANGA (Albert)**

Conseillers :

1. **MANGOFO MABOMA (Basile)**
2. **MOUKILA (Roger)**
3. **MANKONDI (Jean Jacques)**
4. **MAZOUVI (Frédéric)**
5. **BIKOUMOU (Jean Claude)**
6. **BOUKAKA NINAMIO (Brice)**
7. **KAMBA BOBOUBA (Ghislain)**
8. **KOUBELO (Rare Charles Clotaire)**

Parquet général :

Procureur général : **KOKOLO (Ange Gabriel)**
 Avocat général : **NGOKO (Pierre)**
 Substitut général : **NGANTSO (Firmin)**

COUR D'APPEL D'OWANDO

Siège :

Président : **MOULONGO (Jean Marie)**
 Vice-Président : **MOUTOU (Marcel)**
 Président de la Chambre d'accusation : **MOUNDELE (Faustin)**

Conseillers :

1. **KIDIDIMPOUA (Patrice Nestor)**
2. **MASSAMBA (Alain)**
3. **MATSIMOUNA (Jean Pierre)**
4. **MONDZENGA (Albert)**
5. **OPENGA (Gilbert)**

Parquet général

Procureur général : **EYANGUE (Edmond)**
 Avocat général : **KINOUANI (Hervé)**

Substituts généraux :

1. **PEYA (Herman)**
2. **NGOYA IKAMBA (Francis)**
3. **KANGA (Symphorien)**

COUR D'APPEL DE OUESSO

Siège

Président : **BOUKA (Rufin)**

Vice-Président : **GNONI (Henri)**

Président de la Cour criminelle : **SALA (Barnabé)**

Président de la Chambre d'accusation : **GOMBE (Armando Félix)**

Conseillers

1. **GNIAMBI (Honoré)**
2. **LOUBOUNGOU (Félicien Pierre)**
3. **NTARI (Clément)**
4. **MILEME MBAMA (Boris Vianney)**

Parquet général

Procureur général : **SONDOU (Nazaire Jonathan)**
 Avocat général : **MAVOUNGOU (Fayette)**

Substituts généraux

1. **MBEDI (Faustin)**
2. **ITOUA LAWAYA (Amouriche Zodiac)**

Les magistrats n'ayant pas fait l'objet de mutation ou de remplacement sont confirmés dans leurs fonctions.

Décret n° 2018-104 du 14 mars 2018. Les magistrats dont les noms et prénoms suivent, sont nommés dans les tribunaux de grande instance aux fonctions ci-après :

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE BRAZZAVILLE

Siège

Président : **OPO (Alain Michel)**

Vice-président : **EMBENGA (Valérien)**

Président de la 2^e Chambre civile : **NKOUA (Emma Aline)**

Président de la 2^e Chambre correctionnelle : **NGOULOUBI (Jérôme)**

Président de la 3^e Chambre civile : **MELION (Luc)**

Président de la 3^e Chambre correctionnelle : **IBARA IBOMBO (Dann 2)**

Président de la 4^e Chambre civile : **ONGALE OKOUMOU (Dimitri Firmin)**

Président de la 4^e Chambre correctionnelle : **MOUFOUTA (Henri Noël)**

Président de la 5^e Chambre civile : **VENDZE (Igor Placide)**

Président de la 5^e Chambre correctionnelle : **DIEBE (Marianne)**

Président de la 6^e Chambre civile : **BASSENGA FIELLOT TOV' (Fresny)**

Président de la 6^e Chambre correctionnelle : **TSOUMOU (Fall Edgar Michel)**

Juges :

1. **ABIA OMBONDZO Henri (Lauric)**
2. **AKERY - NTONDELE (Ingrid Jennifer)**
3. **AKONDO (Jaime Guillot Chavelie)**
4. **AMBILI MVOUMA (Ghislain Florian)**
5. **ANGOGNAT NGAKOSSO (Fransca Duvall)**
6. **APPESE (Gloria Emeraude Stacey)**
7. **BATOTA (Dieusaint Colomb Larianne)**
8. **BAYISSA (Auriane Johanel), épouse MAHOUONO**
9. **BIYOUUDI KITOKO (Laure Gloire)**
10. **BONDONGO (Beylhond Régis)**
11. **BOUNGOU MOUILA (Taffaric Vlady)**
12. **BOUSSA ELENGA (Papy Elide)**
13. **BOYAMA (René Blaise)**
14. **DIANDAGA (Nina Roseline Narthalée)**
15. **DONGO (Roncia Herline)**
16. **DZIONO (Sandrine Chrystelle)**
17. **EBA - ELENGA (Creth)**
18. **EBANDZA (Francis)**
19. **EBIENGA NDINGA (Mavy Chaldyne Joliva)**
20. **EKOYA (Ulrich Venceslas)**
21. **ELENGA (Aristide)**
22. **ELENGA (YOKA Vannel)**
23. **ELION (Armano Beaubel Auffret)**
24. **ESSEBO (Ben Benguyd Fredh)**
25. **EWONO (Lise Grâce)**

26. **GAMBOU (Cynthia Olivière), épouse ETOU MBAN IMBA**
27. **GAMBOUMBA MOUKENGUE (Edwige Valérie)**
28. **GANDOU (Francis)**
29. **GANDZIEN (Cyr Olivier)**
30. **GANTSIO (Andise Pavelie)**
31. **GANTSIO OBIGNAM (Ledon)**
32. **GNANGA APOUNOU (Rufin)**
33. **GOKABA ONANGA POUROU (Sélia)**
34. **HOUELE MBOYO (Nadège Honorine)**
35. **ILOKI ENGAMBA (Valencia)**
36. **ILOYE NYANGHA (Yannick Marcel)**
37. **IRANGAT PEDET (Balzac)**
38. **ITOUA (Igor Ulrich)**
39. **KAMA Evelyne baria**
40. **KASA-KUMBA (Paola Aurore Bienvenue)**
41. **KINKELA (Princesse Katuixia), épouse KIPOLO NGOMA**
42. **KOUBAKA (Berthe Lucette)**
43. **KOULANGOU AKOKOU (Ercilla Floride)**
44. **KOUMBA MACKOUL (Habib)**
45. **LEKOUETE (Justin Raudé)**
46. **LIMESSE MOBOUTOU BOUSSASSOUA (Aymar)**
47. **MABIALA MAKAYA (Emmy barelle), épouse MOUHO**
48. **MABIALD (Reine Chrisca)**
49. **MABIKA NDEMBI (Sandrine), épouse LOUVOUEZO**
50. **MABOUNDA MANGANDZA (Chinalda Melissa)**
51. **MABOUNDA-MBOMBBI (Sandrine Colombe)**
52. **MAKOUMBOU (Christe Ivernes)**
53. **MANGA (Michaël Jaspère)**
54. **MANGUE KENGNE (Lorie)**
55. **MANZEKELE BOKENGA (Girest Sadate)**
56. **MASSENGO LOUZOLO (Christie Bernicha)**
57. **MASSOUSSA BIREVA (Geosia Hermensia)**
58. **MAYELA (Alida Natacha)**
59. **MBEMBA TALANSI (Chancelle Nuptia)**
60. **MBEMBA VOUALA (Ednève)**
61. **MBERI (Kelvy Jean Murphy)**
62. **MBOSSA EBOREBA (Bell Sigerist)**
63. **MBOUNGOU (Geoffroy Fabrice)**
64. **MBOUNGOU MAYOUMA (Benny Prescilia)**
65. **MINDOUDI NTINOUMVOULA (Nadam Amélia Gracia)**
66. **MOCKO Rock (Charly)**
67. **MOKELE EKOUNGOULA (Prisca)**
68. **MOMBOULI (Enaise)**
69. **MONDZENGA MITSENGUE (Bienvenu Christella)**
70. **MONEKENE MBILA (Sandrine Alida)**
71. **MORABANDZA (Antoinette Inès)**
72. **MOUFOUTA (Christian Noriel Rachid)**
73. **MOUNDA (Brady Mendhes)**
74. **MOUSSOKI (Rosia Kelly), épouse GALLIMONI**
75. **MOUYOUNGA (Ulrich)**
76. **MVIBOUDOULO LEMBE (Willia Lysèle)**
77. **MVOTTO (Praxcède)**
78. **MVOULA ALEKA (Nice Marjolaine Cerise)**
79. **MVOUTOU LOUKOMBO (Divine)**
80. **NGAMBALI (Roïne Lesly)**
81. **NGANDOU (Henri Bernard)**
82. **NGAVOUNI ASSAGNA (Meline)**
83. **NGOKA (Lambert)**
84. **NGOUNGA (Lalys Roger)**
85. **NKOUKA KIPA (Audrey Erica)**
86. **NTSIBA ELENGA (Hervé)**
87. **NZIEMBANOU-NDOUNDOU (Grâce Jelyde)**
88. **OBA MOPOSSI (Dave Presley)**

89. **OFELE ONOUNOU (Francis)**
90. **OKISSAKOSSY ABONAYELE (Dina borelle Tetia)**
91. **OKO-KAMBI (Rodhy)**
92. **OKOLA (Tertulais)**
93. **OKOLAKIA OKENDZE (Roméo)**
94. **OLANDZOBO NTSIEYI ASSEMY**
95. **OLOUENGUE (Tania Jeanne)**
96. **OMBOLA ITOUA (Gervais Ferrol)**
97. **OMPABA EBIENGA (Cilman Nelson)**
98. **ONDELE DZALALA AMBOULOU**
99. **ONDZIE (Dieudonné)**
100. **ONTSIRA OMPORO (Dayelhi)**
101. **PANDI-DE-MBOU (Pierre Saturnin)**
102. **PIYA (Chanterelle)**
103. **POMPAD (Monika Diane Jessica Soren)**
104. **SAMA OGNIMBA OCASSO**
105. **SOUARI (Tania Stelicia Ralyne)**
106. **TARANKO (Peggy)**
107. **TOGANOU (Claudette)**
108. **VOUMINA BAMBOUKA (Audrey)**
109. **YOKA MBOYAKA (Adnette Carole)**

Parquet :

Procureur de la République : **GAKALA-OKO (André)**
 Procureur de la République adjoint : **YOKA (Stella)**,
 épouse **GUENONI**

Substituts du Procureur de la République :

1. **AMONA (Anick Valia)**
2. **BOBIANGA née ELENI OSSEBI (Glwadys Orlande)**
3. **BONGA (Béranger Ernest)**
4. **BOUKOUMOU (Hilarion)**
5. **BOUNDOKI (Edouardine Lauretty)**
6. **DAUBOUSSY-MANGO (Dominique Stellvens)**
7. **EBAKA MAYANGA (Hilfgott Alfred)**
8. **EOUSSA NGONGO (Claude Viviane)**
9. **ESSALE -NGANDEBOUYA (Estella Elvire)**
10. **GAÏKO (Dorian Bardin)**
11. **GAKOSSO (Achille Vladimir)**
12. **IBARA MOUONDZE (Philos)**
13. **KANA (Aneth Josiane)**
14. **KOUHATAKANA LYALLIT (Providence)**
15. **ANGARA (Charel Isaac)**
16. **LOUWOWO MATEMBILI (Leslie Murielle)**
17. **MATSIONA MASSENGO (Destin Jeffort Destin Adas)**
18. **MATSOUELE NZONZI (Prudence)**
19. **MBONGO OKOYO (Jikel)**
20. **MBOU KOUAMAKOUELE (Thésina Nouhelvy)**
21. **MILANDOU LENDA, épouse SITOU**
22. **MOSSA BONO (Gildas)**
23. **MOUHETO SOUKOU (Olvège Quintale)**
24. **MOUTOUEBA LOUKOMBO (Ronald Steve Primaël)**
25. **NGATSE (Audrey)**
26. **NGUIMBI ISSAMOU (Blandina Irène), épouse MAKOSSO TATY**
27. **NKOUKA MADEDE (Gildas)**
28. **YOCA (Nélie Dyane), épouse OYO**

Cabinets d'instruction

Doyen des juges : **NGOMBO (Jean)**
 2^e Cabinet : **TSIBA ENGOMBO**

- 3^e Cabinet : **MALONGA (Eric Clinchard)**
- 4^e Cabinet : **OSSOMBI (Karel Arian)**
- 3^e Cabinet : **ZISSI BINTEBE (Olga Blanche)**
- 6^e Cabinet : **NGAMBALE EWELE (Euphrasia Inès)**
- 7^e Cabinet : **KOUKA GOMA (César Arnaud)**
- 8^e Cabinet : **MILANDOU (Prosper)**
- 9^e Cabinet : **MOUMBOLO (Bhobyh Marpaul)**
- 10^e Cabinet : **ONKOURAKOUNI ESSANINI (Chareille Elodie)**, épouse **NGUEMBI**
- 11^e Cabinet : **OKASSA (Aristide)**

Tribunal pour enfants de Brazzaville

Président : **MAKANI NKA (Nathalie)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
 DE POINTE-NOIRE

Siège

Président : **IWANDZA (Didier Narcisse)**

Vice-président : **EKOUNDZOLA (Christian Régis)**

Président de la 2^e Chambre civile : **MOUNZEO IWANGOUS (Aimé Fiacre S)**.

Président de la 2^e Chambre correctionnelle : **YOUNGA KISSENGOU (Daniel)**

Président de la 3^e Chambre civile : **MOYEN KEPIEBE (Nature)**

Président de la 3^e Chambre correctionnelle : **GAÏKO Chidérique (Vostel)**

Président de la 4^e Chambre civile : **TCHIBINDA KOKA (Gay Vertu)**

Juges :

1. **ABOU NGAKOSSO KOUMBA (Erick)**
2. **BACKIDI Medyvina (Lettie Tracy)**
3. **BALOU (Dick Sydney)**
4. **BASTIA (Marien)**
5. **BAZENGA KOULESSA (Claumille Lauriane)**
6. **BOKAMBISSA MOLONGOMOYI (Horlina Miglège)**
7. **ELANGUI LABEA (Gimela Chardenne)**
8. **GOD-ZIA ELOUO (Lafrange)**
9. **ILOYI-ELENGA (Estelle)**
10. **KAMBA BOBOUBA Ghislain**
11. **KAYA NZOUSSI (Andrea Claudine Steph)**
12. **KIMINO (Jaime Allegra Renish), épouse MOUNDANGA**
13. **KODET (Marcelle Juliette Linda)**
14. **LENGOU (Weerth Valeur)**
15. **LIKIBI MOVOURA (Jeanyv Chabel)**
16. **LOCKO (Patrice)**
17. **MABIALA KIANG (Bourgeonne Danielle Reine)**
18. **MAFOUTA (Edérick Fred)**
19. **MAKAYA BOUANGA (Devauchelle Fleurille)**
20. **MAMPASSI NTSAKALA (Gildas Guenole)**
21. **MAVOUNGOU (Laure Gladys), épouse LIMINGUI**
22. **MAYOUKOU (Francibel Farid)**
23. **MBADINGA MBERY (Detroupe Elnarh)**

24. **MBONDE (Julien César)**
25. **MBONGO (Samuel Ulrich)**
26. **MBOUNGOU PAMBOU (Dorlika Carelle)**
27. **MBWILU-MATONDO (Rajiv Ivi)**
28. **MIOKO (Salvège Amène)**
29. **MISSOBIDI -BIBANGOUDI (Dauphin)**
30. **MONGONDZA MAPOLA (Alexandre)**
31. **MPASSI NKOUKA (Ghislain Josy)**
32. **NDZOSSI-OKODZOBIA (Séverin)**
33. **NGAKOSSO (Fidolin)**
34. **NGASSAKI (Juscard Vladmir)**
35. **NGONGO (Michel Junior Givenchy)**
36. **NGOUAKOUBELE (Vainn Aurélien)**
37. **NGOINDANAKOUTELAMIO (Ernode Oulianove)**
38. **NGOULO (Josiane), épouse PANDZOU BAYONNE**
39. **NKIE (Bijoux Armel le Francy)**
40. **NSIMBA (Lucie Rosine)**
4. **NZIENGUI MABOUNDOU (Jude Dallia)**
42. **NZILA BANZOUZI (Kelly Chancelle)**
43. **OBAMBI (Wilfrid Vivien)**
44. **OBAMBO (Junie Loriane)**
45. **OKO-IBARA (Papinot)**
46. **OKO-BORA (Doramay Christia)**
47. **OLANDZOBO OKOMBI (Romeli)**
48. **ONANGA (Solfigan Neto Jofiel)**
49. **ONGOUMA AYA (Kévin Franck Régis)**
50. **OPENDZA (Guy Roland)**
5. **OSSIBI (Ambroise)**
52. **OTTIOBANDA (Steddy Yannick)**
53. **OUANDO ETOUNDA (Albin Wenceslas)**
54. **OYOMBO NTSAKA (Laurena)**
55. **PAKA (Lys Leda)**
56. **PEREIRA BALLAY (Alexandra Dominique)**
57. **SOUNGA (Durand Gilles Frazère)**
58. **SOW OSSAMBI (Lévy)**
59. **TOUKOUNOU (Belvie Ariane)**
60. **TOURANKONDO OGAMBOLO (Revely)**
61. **WASSI Melaine (Alice)**
62. **ZOHI MOSSEMBA (Ray Franck)**

Parquet :

Procureur de la République : **OSSEKE (David)**
 Procureur de la République adjoint : **ZEKAKANY (J. Chris Thomas)**

Substituts du Procureur de la République

1. **ABANDZOUNOU NGUILI (Davy Laurien)**
2. **BADINGA NSILOU MIA SOCKY (Brice Pascal)**
3. **DINGHAT (Chris Dominique Arnaud)**
4. **EBEMBY AMBONO ONDZE (Fleuri M).**
5. **KIMFOKO SOUMOU (Clavert)**
6. **KONGO TAMBAKA (Leroy)**
7. **MALONGA MATONDO (Reine Amedée)**
8. **MAMONI GOMA (Jessica Valérie)**
9. **MAMPOUELE (Liane Marlise)**
10. **MATASSA KINKELA (Smith Ronald)**
11. **MIKALA MATSOUAKA (Fridolin)**
12. **MOUSSIMI (Franck Sylver Didi)**
13. **NGONO (Marvel Sérichan)**
14. **OBOYO (Cyr) IKAFILOFOULA**
15. **ONDAYE (Yannick Olson)**
16. **ONDZE - AMBAH (Karl Léonide)**
17. **OUETINIGUE (Frédéric)**

18. **YOKA (Honoré Chelmy Floril)**

Cabinets d'instruction

Doyen des juges : **EBILIKA (Gervais)**
 2^e Cabinet : **NGOLO NGAMBOU (Sarah Eladre)**
 3^e Cabinet : **OMBONDZO SEBI (Gaston Joseph)**
 4^e Cabinet : **LEMBE MISSONSA (Davyne Arlette)**
 5^e Cabinet : **BRAZ - TIABA - PASSY (Pasco)**
 6^e Cabinet : **NGOULOUBI MISSIE (Yull)**
 7^e Cabinet : **MOUNGAMBOULOU (Amour Ruth)**
 8^e Cabinet : **OKIELI (Victorien)**

Tribunal pour enfants de Pointe-Noire

Président : **NGOKA MAMI (Emilie)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE DOLISIE

Siège

Président : **NDINDA (Appolinaire)**
 Vice-président : **OBEA M'AKONGO KOUMOU**

Juges

1. **BONZI (Sam Audrey Le Marin)**
2. **BOUITY GOMA (Charles)**
3. **DIAKOU MOUZITA (Revin Aslatène)**
4. **DIHOULOU (Grâce Angela)**
5. **IVOUNGOU (Jude Régis Gaël)**
6. **KOUAZOUMOU LOUKOULA (Gaëllie Exaucée)**
7. **MANOUNOU (Hervé Djiefat)**
8. **MASSOUEME (Sley Paterson)**
9. **MATOUTI MOUKOUYOU (Richard Chastel)**
10. **MBILAMAMBOU (Amour Modeste)**
11. **MIYOUNA MOUNIANGA (Prisca Nadège)**
12. **MOUKALA MOUKOKO (René Morel)**
13. **MOUKOUNI (Helma Piccioli)**
14. **MOUSSOUNDA MOUTOUNOU (Stephin)**
15. **MOUVIOYI GAMBOU (Slovy Luchrech)**
16. **NEOSI TARDZE (Humphry Fonlon)**
17. **OKOBO EPEGNE (Blood Ferolh)**
18. **ONGOMOKO (Ulrich Oscar Givenchy)**
19. **ONTSOUKA (Dante Aymard)**
20. **WANDO (Wencesles Ruddy)**

Parquet

Procureur de la République : **NGOTO (Charden Bedié)**
 Procureur de la République adjoint : **MAKOSSO (Edi Blaise)**

Substituts du Procureur de la République

1. **ETAMANTSIRIGUI (Beltrand Levite)**
2. **GOMA KAYA (Prince Héritier Espoir)**
3. **KOUNGA MABOKO (Juste Melchoir)**
4. **MAKAYA SAFOU (Gide)**
5. **MAKIMINAO IKANGOUZA (Stevens)**
6. **MAVOUNGOU (Yvon Clavinick Linge)**
7. **NDINGA (Bernadet Hoswold)**
8. **NGOYI - MOUANDZA - MADIMA (Roland Bob Nielvy)**
9. **TCHICAYA YASSINDA (Bepphie Ingrid)**
10. **TCHICAYA (Yasmine)**

Cabinets d'instruction

1^{er} Cabinet : **BADIABIO DIAYOKA (Mireille Carine)**

2^{ème} Cabinet : **NGONO MOUEMETH (Elle)**

3^{ème} Cabinet : **MASSOUNGUILA (Anicet)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'OWANDO

Siège

Président : **IBONO (Ulrich Arnel)**

Vice-président : **MABOUEKI (Jean Pierre Juges)**

1. **ADOUA NDEY (Slim Chansil)**

2. **APANA IPEMBA (Jeanny Gladys)**

3. **EBARA (Jean Robert)**

4. **EBOUA (Dorel Gildas)**

5. **EBOUNA OKOUNDOU (Norlat Ulrich)**

6. **EBOUNIABEKA (Willina Chanel)**

7. **EKANDABEKA (Jean Bruno)**

8. **KABA BITSENE (Michaël Herlin)**

9. **OBEMBO (Sostaine Gladice)**

10. **OYILAKA MAUSSAYE (Mao-Nic)**

11. **YOUNDZI VANABEHI (Juvanel Rodrigue)**

Parquet :

Procureur de la République : **NAKOUMOUYOULA (Bernard)**

Procureur de la République adjoint : **MOUKILOU (Daniel)**

Substituts du Procureur de la République :

1. **ELENGA ONDZE (Fred Pocklant)**

2. **DIMI (Ghislain Wilfrid)**

3. **OKOMBI (Eligos)**

4. **KOUMOU AKONZO**

Cabinets d'instruction

1^{er} Cabinet : **NGALEBAYE (Calixte Brice)**

2^e Cabinet : **NGAFOULA (Célès Gïanel)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE OUESSO

Siège

Président : **HAMADOU BELO**

Vice-président : **BYNDICKOU (Joseph)**

Juges

1. **MA BALI Aubin (Giscard Lebel)**

2. **MANDERO KAKO NGOUONO (Stephen Vichyle)**

3. **MBOUATOBA (Micky Iris Bonheur)**

4. **MBOUNGOU (Nicolas Fernand)**

5. **MPASSI (Marc Eric Vivien)**

6. **NDOMBI RONDO (Elyse Harmonie)**

7. **NGOYA IKAMBA (Francis)**

8. **OLONDO DEKAMBI (Dirvelis)**

Parquet

Procureur de la République : **OSSETE (Igor Boris)**

Procureur de la République adjoint : **BENONTADI (Léger Evrard)**

Substituts du Procureur de la République :

1. **EKOUYA (Ulrich Venceslas)**

2. **MONGO (Constant Claude)**

3. **OTOUNA (Dimitri Gaël)**

Cabinets d'instruction

1^{er} Cabinet : **NGOULOU MOULLATH (Allelua)**

2^e Cabinet : **NGOMA (Jean)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'OYO

Siège

Président : **OKO (Désiré)**

Juges

1. **DANGOUONO (Emery Boris)**

2. **IKAMA (Gislain Romuald)**

3. **ODZALA LENDOUMA (Frédéric)**

4. **OTALET PEA (Vivien)**

Parquet :

Procureur de la République : **MBONGO (Juslain)**

Substitut du Procureur de la République : **ADOUA NGALA (Ornella Gabrielle)**

Cabinets d'instruction

1^{er} Cabinet : **ATSOUTSOU AHOUÉ (Mondésir)**

2^e Cabinet : **NGONDO (Elvine Pressia)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MOSSAKA

Siège

Président : **LOUGBAMOU BOPONDZO (Serge)**

Vice - Président : **BOULOUKOUET KABAT (Mersch)**

Juges

1. **IBARA (Christian Gildas)**

2. **MAMBI MONGO (Don Edson)**

3. **OKENGUE (Mohamed)**

Parquet

Procureur de la République : **OSSETE (Zéphirin)**

Substituts du Procureur de la République

1. **EBATA (Brell Gervais)**

2. **NGAKOSSO (Jean Noël)**

Juge d'Instruction : **NIANGA DZO DIMI**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE SIBITI

Siège

Président : **BIKINDOU (Honoré)**
 Vice-Président : **MBAMA (Aimé Michel)**

Juges

1. **KOKOLO NKABI (Tony Curtis)**
2. **MISSAMOU MAHAKA (Lionnel Eliud)**
3. **MOUSSAMBI (Gildas Achille)**

Parquet

Procureur de la République : **MAMPAHA (Michel Wesfally)**
 Procureur de la République adjoint : **ISSANGA (Riset Rodrigue Ulrich)**

Substituts du Procureur de la République

- 1 - **MANSOUNGA MBERI (Anicet)**
- 2 - **BOUSSOUKOU (Hughes Juvet)**

Juge d'instruction : **MIKALA (Vladimir Matte Dimitri Laurb)**.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MADINGOU

Siège

Président : **KIMBOUALA (Raymond)**
 Vice-Président : **SOUAMI (Seybault Régis)**

Juges :

1. **ABANDZOUNOU (Gildas Jean Hervé)**
2. **DOUFILOU ZOLA (Brice Roger)**

Parquet :

Procureur de la République : **MAKAYA (Casir Roussel)**
 Procureur de la République adjoint : **MISSENGUE (Gilald Quefère)**

Substituts du Procureur de la République

1. **MAKELA KOUBISSA (Ghislain)**
2. **MOUSSODJI (Juvenal Gautier)**

Cabinets d'instruction

1^{er} cabinet: **SAMBA KINOUBANI (Herman Romaric)**
 2^e cabinet : **MOUYOYI ISMOU (Karl Axel)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GAMBOMA

Siège

Président : **IKAMA (Nick Anderson)**

Juges

1. **ATABA (Roland)**

2. **NGASSA MBAMA (Victor Judicaël)**
3. **NKOUKA LOUSSOLO (Destin)**
4. **NKOUNKOU MATONDO (Ravel Athel)**

Parquet

Procureur de la République : **BAMBA (Saturnin Lovel)**

Substituts du Procureur de la République

1. **TSAMBY LHAKHY (Lovane)**
2. **LENGOUALA (Morel)**

Cabinets d'instruction

1^{er} Cabinet : **NGUEMBA MASSOUANGA (Michel)**
 2^e Cabinet : **OYANDZA (Chrisostome)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'IMPFONDO

Siège

Président : **BOMBETE (Serge)**

Juges

1. **LIKASSI YANGOUMA (Félix)**
2. **MAKOKA TENENE (Clovis Armel)**
3. **NIANGA DIMI (Godefroy)**

Parquet

Procureur de la République : **NZIOU (Fred Daney)**

Substituts du Procureur de la République

1. **MOBAMBO (Maurice)**
 2. **ELION ZANGHA (Michaël)**
- Juge d'instruction : **BOUENGUELE (Aurélien Victor)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE KINKALA

Siège

Président : **THONGAT (Guy Silver)**
 Vice-Président : **BANZOUZI NGOMA (Ulrich Juges)**

1. **LOUNIEMO (Gervais Sylvère)**
2. **MBE-MASSA (Lucio Ferry)**

Parquet

Procureur de la République : **NZENGUELE NGOUMBA (Mayeul Arnaud)**
 Procureur de la République adjoint : **NZITOUKOULO BANIEMAMBOU (Ferry Alex)**
 Substitut du Procureur de la République : **LOUBELO (Romaric Chrisostome)**

Juge d'instruction : **TONDELE MASSAMBA (Nicaise)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'EWO

Siège

Président : **NGOYE (Donald)**
 Vice-Président : **MOUNDOUH (Fortuné Emmanuel)**

Juges

1. **BONDZALE (Destin)**
2. **GOUAMPAKA (Rod Horly Lusmel)**
3. **MAPOUKA (Rochard Davy Rosin)**
4. **NGOUABI (Rominigie Gresse)**
5. **OYEKE (Elvery Romaric)**

Parquet

Procureur de la République : **GAMPO EBARA (Dovin Clovy)**

Substituts du Procureur de la République

1. **OKEMBA ONDONGO**
2. **AKAM (Théodore)**

Cabinets d'instruction

- 1^{er} Cabinet : **MELANDA EBOUE (Habib Destin)**
 2^e Cabinet : **MOYEN MONKOUAH**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE KINDAMBA

Siège :

Président : **KOUTSIOTSILO NGOMA (Fabrice Juges)**

1. **GANDZIAMI (Bertrand Armel)**
2. **NKOUKA NGOMA (César Arnaud)**

Parquet :

Procureur de la République : **NGUINA NDAMBA (Dominique)**

Juge d'instruction : **TONTOLA KIBONGUI (Chérubin)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MOUYONDZI

Siège

Président : **KENNEGUI (Danny Eminence)**

Juges

1. **BOUETOUMOUSSA (Geraubreed Hermon)**
2. **FOUTOU BENZET (Barroux Fanouch)**
3. **MOUKIAMA MBERI (Davy Yann)**

Parquet

Procureur de la République : **TATY PEMBA (Michel Roger Alain)**

Substitut du Procureur de la République : **MPASSI MIALOUNDAMA (Ludovic)**

Juge d'instruction : **LOUBOUNGOU (Marchi France Leman)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE MOSSENDJO

Siège

Président : **MOUKOURI (Samier Chidao)**

Juges

1. **BANEME (Gilles Bertrand)**
2. **MAVOUNGOU TENGO (Farell Habib)**
3. **NGUELLET (Aimé Saurel)**

Parquet

Procureur de la République : **KIBITI BAVOUEZA (Kardeck Défi)**

Substitut du Procureur de la République : **TSIBA (Placide)**

Juge d'instruction : **BABAKANA (Le Messie Géraula Onassis)**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE DJAMBALA

Siège

Président : **SAYA NGAMILE (Amédée)**

Juges

1. **AKONDZO (Willy)**
2. **ONDAYE NIANGA (Jean Bedel)**

Parquet

Procureur de la République : **C'KOUAYOULOU (Rolland Wilfrid)**

Substitut : **GANDOU (Henri Bernard)**

Juge d'instruction : **MANDZEMOU BOTAHANGA (Saint-Paul)**

Les magistrats n'ayant pas fait l'objet de mutation ou de remplacement sont confirmés dans leurs fonctions.

Décret n° 2018-105 du 14 mars 2018. Les magistrats dont les noms et prénoms suivent sont nommés dans les tribunaux d'instance aux fonctions ci-après :

TRIBUNAL D'INSTANCE DE BACONGO-
MAKELEKELE

Président : **WASSI (Praxède Aurélie Flore)**, épouse **MAVOUNGOU**

Représentant du ministère public : **AMONA (Anick Valia)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE POTO POTO-MOUNGALI

Président : **OBARA NGOLI (Reine Emeline)**

Représentant du ministère public : **MBOUASSA (Maurice)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE OUENZE-TALANGAI

Président : **ITOUA OKOMBI (Shaleur)**Représentant du ministère public : **EBAKA MAYANGA (Hilgott Alfred)**

TRIBUNAL D'INSTANCE D'IGNIE

Président : **NKOUKA MBELE (Herman Severin)**Représentant du ministère public : **ELION ZANGHA (Michaël)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE MFILOU

Président : **SIANGANY WAWONDO (Rosine Valérie)**Représentant du ministère public : **GAÏKO (Dorian Bardin)**TRIBUNAL D'INSTANCE DE LISSANGA ILE
MBAMOUPrésident : **JOLLY BOIS (Audrey Jamdique)**Représentant du ministère public : **NIANGA DIMI (Godefroy)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE MAKOUA

Président : **TSETSA (Guy Saturnin)**Représentant du ministère public : **KOUMOU AKONZO**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE POKOLA

Président : **DANGOUONO (Emery Boris)**Représentant du ministère public : **OTOUNA (Dimitri Gaël)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE TIE-TIE

Président : **NGOUBOU (Willi Rolien)**Représentant du ministère public : **DINGHAT (Chris Dominique Arnaud)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE TCHINOUKA

Président : **EMA (Serge Lionel)**Représentant du ministère public : **YAMBI TIELE (Aimée Nagy)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE TCHIAMBANA-NZASSI

Président : **LOUFOUA LEMAY (Marcel Bienvenu)**Représentant du ministère public : **ONDAYE (Yannick Olson)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE HINDA

Président : **MABECKET MAMBONI ITSA (Hudel Belgenth)**Représentant du ministère public : **MIKALA MANTSOUAKA (Fridolin)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE MVOUTI

Président : **NGOMA (Julio Bersyl)**Représentant du ministère public : **MATASSA KINKELA (Smith Ronald)**TRIBUNAL D'INSTANCE DE FOUNDOU-FOUNDOU
(DOLISIE)Président : **BOSSALI (Urbain)**Représentant du ministère Public : **MAKAYA SAFOU (Gide)**TRIBUNAL D'INSTANCE DE YOULOU POUNGUI
(DOLISIE)Président : **NGOUYA (Didier)**Représentant du ministère public : **KOUNGA MABOKO (Juste Melchior)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE ZANAGA

Président : **LAKILAKA MBANY (Prince Rama)**Représentant du ministère public : **BOUSSOUKOU (Hugues Juvet)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE NKAYI

Président : **SAMBA (Denis)**Représentant du ministère public : **MAKELA KOUMBISSA (Ghislain)**

TRIBUNAL D'INSTANCE D'OKOYO

Président : **MOWENDABEKA (Kelly Dada Harvard)**Représentant du ministère public : **OKEMBA ONDONGO**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE MAKABANA

Président : **NGUIMBI MANA (Jerry Lawson)**Représentant du ministère public : **TSIBA (Placide)**

TRIBUNAL D'INSTANCE D'ETOUMBI

Président : **TONI KOUMBA (Edson Wencelah)**Représentant du ministère public : **AKAM (Théodore)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE KELLE

Président : **EKOUNGOULOU (Sylvano Ravel)**Représentant du ministère public : **AKAM (Théodore)**

TRIBUNAL D'INSTANCE D'ABALA

Président : **AYESSA VENDZE (Edlin Jubelor)**Représentant du ministère public : **TSAMBY LHAKHY (Lovane)**

TRIBUNAL D'INSTANCE DE NGO

Président : **MAMBOU (Gloire Ruidnel Loris)**Représentant du ministère public : **GANDOU (Henri Bernard)**

Décret n° 2018-106 du 14 mars 2018.

Les magistrats dont les noms et prénoms suivent sont nommés, dans les tribunaux administratifs, de commerce et du travail, aux fonctions ci-après :

I - TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BRAZZAVILLE**

Siège

Président : **NGUEMBI (Viguié Carmen)**

Vice-président : **BOBONGO (Louis)**

Juges :

1. **BATIRI NGANIANIMA (Jorice Esdras)**
2. **DIAMBOU BOUNKITA (Presley Dimitri)**
3. **EKOKOMBA BOZOU NGOLA (Luc Rusel)**
4. **ITOUA OSSETE (Foster Chancel)**
5. **NKONDI (Estimée Gerles Révélation)**
6. **MISSIE (Nuptia Misline)**
7. **MOUKOKO (Jean Marie Premier)**
8. **MOUNDAYA BAZEBITA (Aninat Raphaëlle)**
9. **NGOULOUMBA (Léger Gaël)**
10. **NTOUNTA MAMBOU (Norcelly Honey)**

Parquet

Procureur de la République : **MATOKO (Prince Amie)**

Substituts du Procureur de la République :

1. **NKOUKA KIPA (Audrey)**
2. **NZALABOMI (Voglard Tharès)**
3. **BOUDZOUMOU (Chriss du Christ Mondestin)**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE POINTE-NOIRE

Siège :

Président : **TENDY FANGO (Reno Weber)**

Juges :

1. **LOEMBE (Kaddy Garonne Gironde)**
2. **LEMBHET MOUANDZA (Audrey Patricia)**
3. **MINDOU (Audrey)**
4. **MOUKIAKIA NDALA (Chandrena Mise)**
5. **MBASSA (Parfait Clotaire)**

Parquet

Procureur de la République : **TSIBI ITITI (Stéphanie Souvenirs)**

Substituts du Procureur de la République :

1. **NGUIMBI (Adjel Yannick Chrisray)**
2. **NZAHOU (Carine Princina)**

II- TRIBUNAUX DE COMMERCE TRIBUNAL DE COMMERCE DE BRAZZAVILLE

Siège

Président : **BOSSOUBA (Venceslas Xavier)**

Parquet

Procureur de la République : **MOUKIAMA (Alix Romain)**

Substitut du Procureur de la République : **PANDI MOKONO (Eric)**

TRIBUNAL DE COMMERCE DE POINTE-NOIRE

Siège :

Président : **MOUELE (Micky Silvanist)**

Parquet

Procureur de la République : **BIAKALA (Christelle), épouse NKANDZA**

TRIBUNAL DE COMMERCE DE DOLISIE

Siège

Président : **SAMBA MOUSSINGA (Virgile Rivet)**

Parquet

Procureur de la République : **NZILA TOMBET (Hugues)**

III- TRIBUNAUX DE TRAVAIL TRIBUNAL DU TRAVAIL DE BRAZZAVILLE

Président : **DIKONDA (Marc)**

TRIBUNAL DU TRAVAIL DE POINTE-NOIRE

Président : **NKOULOU (Faustin Narcisse)**

TRIBUNAL DU TRAVAIL DE DOLISIE

Président : **OLLONGO ITOUA (Muller Penser)**

MINISTERE DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION CIVILE ET DE LA MARINE MARCHANDE**AGREMENT**

Arrêté n° 1238 du 14 mars 2018 portant agrément de la société Emeraude, en qualité de transporteur aérien public

Le ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande,

Vu la Constitution ;

Vu la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago du 7 décembre 1944 ;
Vu le Traité révisé de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique centrale ;

Vu la décision n° 16/CEEAC/CCGE/XV/12 du 16 janvier 2012 relative à l'exercice de la profession de

transporteur aérien dans les Etats membres de la CEEAC ;

Vu le décret n° 2003-326 du 19 décembre 2003 relatif à l'exercice du pouvoir réglementaire ;

Vu le décret n° 2009-389 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre des transports de l'aviation civile et de la marine marchande ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du gouvernement ;

Sur rapport du directeur général de l'agence nationale de l'aviation civile.

Arrête :

Article premier : La société à responsabilité limitée unipersonnelle dénommée Emeraude est agréée en qualité de transporteur aérien public de passagers et de fret.

Article 2 : Les types de services à offrir par la société Emeraude sont fixés par décision du directeur général de l'agence nationale de l'aviation civile.

Article 3 : Le présent agrément est particulier à la société Emeraude et n'est ni cessible ni transférable à aucune autre personne physique ou morale.

Article 4 : La société Emeraude ne peut commencer l'exploitation des services aériens couverts par le présent arrêté qu'après l'obtention d'un certificat de transporteur aérien.

Article 5 : Le présent agrément ne demeure valable que si la société dispose d'un certificat de transporteur aérien en cours de validité.

Article 6 : Le présent arrêté, qui abroge l'arrêté n° 5715/MTAC du 5 août 2009, prend effet à compter de la date de signature, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 14 mars 2018

Fidele DIMOU

**MINISTERE DES SPORTS
ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE**

NOMINATION

Arrêté n° 1227 du 14 mars 2018. Sont nommées membres de la coordination du comité national préparatoire de la délégation congolaise à la coupe d'Afrique de handball « Challenge Edith Lucie BONGO ONDIMBA, 2^e édition », les personnes dont les noms et prénoms suivent :

1- Présidents des commissions spécialisées :

M. **MBERI (Marcel)** ;
M. **ESSIE-MAYA** ;
M. **NGANGA (Jean)** ;
M. **ELENGA OKANDZE (Jean Pierre)** ;
M. **EBATA (Jean)** ;
M. **Louis NGAMI** ;
M. **AYESSA (Franck)**.

2- Membres choisis par le président de la coordination :

M. **BOLLE (André Blaise) I**
Mme **NOUMAZALAYE (Linda)** ;
Mme **ABEMAME (Angélique)**.

Arrêté n° 1228 du 14 mars 2018. Sont nommées membres des commissions spécialisées du comité national préparatoire de la délégation congolaise à la coupe d'Afrique de handball « Challenge Edith Lucie BONGO ONDIMBA, 2^e édition », les personnes dont les noms et prénoms suivent :

1. Commission administrative et juridique :

Président : M. **MBERI (Marcel)** ;
Vice-président : M. **MIAMBI (Michel)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **LOUFOUA NKOUKA (Sylvain)**

Membre :
M. **Osée IBATA (Serge)** ;
M. **NIAMA MVOUALA (Christel Darnicia)** ;
Mme **LOEMBA NTONDELE (Destiné Safinaël Sylvestride Guyllaine)**.

2. Commission finances et matériel :

Président : M. **ESSIE-MAYA** ;
Vice-président : M. **NGOMA (Lambert)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **NKOUA BONAPAN (Roger)**

Membres :
Mme **ATIPO (Eugénie)** ;
M. **MONGO DZON (Cyriaque)** ;
M. **LEMBE (Remy Parfait)**.

3. Commission technique :

Président : M. **NGANGA (Jean)** ;
Vice-président : M. **M'VOULA (Daniel)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **IGNOUMBA (Jean Martin)**

Membres :
M. **MOLONGO (Casimir)** ;
M. **LONGUET (Jean Pierre)** ;
Mme **IMPOLO née KOULINKA (Solange)**.

4. Commission santé :

Président : M. **ELENGA OKANDZE (Jean Pierre)** ;
Vice-président : M. **DZOTA (César)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **SALOMON (André)** ;

Membres :
M. **MASSOUSSOULA (Rémy)** ;
M. **SAMBA (Gaston)** ;
Mme **MOUKO (Odile)**.

Commission transport, hébergement et restauration :

Président : M. **EBATA (Jean)** ;
Vice-président : M. **MOUYOKI (Maurice)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **KOUBEMBA (Rawhel)** .

Membres :

Mme **NZIKOU (Daniela)** ;
M. **MBAMA (Jean)** ;
M. **DION TIANDOUO (Armel)**.

5. Commission communication et médias :

Président: M. **NGAMI (Louis)** ;
Vice-président : M. **MISSOLEKELE (Neyrac)** ;
Secrétaire Rapporteur : M. **ANGONGA (Fidèle)** .

Membres :

Mme **KINOUANI (Ghislaine)** ;
M. **NTOTO LACOMBE (Roger)** ;
M. **OMBOUMA (Mesmin)**.

6. Commission marketing et sponsoring :

Président : M. **AYESSA (Franck)** ;
Vice-président : Mme **NKARI (Chaffrey Diamante Aurélie)** ;
Secrétaire Rapporteur : M. **MOUTOUAKOULA (Daniel)**.

Membres :

Mme **SAFOU DJIMBI (Germaine)** ;
M. **DIANTSOKI (Norbert)** ;
M. **MOUDOUDOU LOUBOTA (Ghislain Armand)**.

Article 2 : Les frais de fonctionnement du comité national préparatoire de la délégation congolaise à la coupe d'Afrique de handball « challenge Edith Lucie BONGO ONDIMBA, 2^e édition » sont à la charge du budget de l'Etat.

Arrêté n° 1229 du 14 mars 2018. Sont nommées membres des commissions spécialisées du comité d'organisation de la coupe d'Afrique de handball « Challenge Edith Lucie BONGO ONDIMBA, 2^e édition », les personnes dont les noms et prénoms suivent :

1. Commission administration, finances et accréditations

Président : M. **MBERI (Marcel)** ;
Vice-président : M. **NGOMA (Lambert)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **ANGA (Franel)** .

Membres :

M. **NKOUA BONAPAN (Roger)** ;
Mme **NIAMA MVOUALA (Christel Darnicia)** ;
Mme **LOEMBA NTONDELE (Destiné Safinaël Sylvestride Guyllaine)**.

2. Commission transport, hébergement et restauration :

Président : M. **MPOUO (Pierre)** ;
Vice-président : M. **EBATA (Jean)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **KOUBEMBA (Rawhel)** ;

Membres :

Mme **NZIKOU (Daniela)** ;
M. **MOUYOKI (Maurice)** ;
M. **DION TIANDOUO (Armel)**.

3. Commission équipements et installations sportives :

Président : M. **NGOMBET (Albert)** ;
Vice-président : M. **KIKONDA (Joseph)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **MANKOU (Binjamin)** ;

Membres :

M. **BOUNGOULA (Bernard Pépin)** ;
M. **OKEMBA (Valérien)** ;
M. **NGAMBOULOU (Kevin)**.

4. Commission technique sportive :

Président : M. **NGANGA (Jean)** ;
Vice-président : M. **M'VOULA (Daniel)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **IGNOUMBA (Jean Martin)**.

Membres :

M. **MOLONGO (Casimir)** ;
M. **LONGUET (Jean Pierre)** ;
Mme **IMPOLO née KOULINKA (Solange)**.

5. Commission sécurité :

Président : M. **OKIBA (Jean Pierre)** ;
Vice-président : M. **BOZOCK (Baron Frédéric)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **BAYIZA (Alexis)** ;

Membres :

M. **ALOUOMO (Evariste)** ;
M. **AKIERA (Paul)** ;
M. **ENGAMBE (Urbain)**.

6. Commission marketing et sponsoring

Président : M. **AYESSA (Franck)** ;
Vice-président : Mme **NKARI (Cheffrey biamante Aurélie)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **MOUTOUAKOULA (Daniel)**.

Membres :

Mme **KOUTOUPOT (Guillaumette)** ;
M. **ONDONOU (Gaétan)** ;
M. **GATSE (Borah)**.

7. Commission communication et médias

Président : M. **NGAMI (Louis)** ;
Vice-président : M. **MISSOLEKELE (Neyrac)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **ANGONGA (Fidèle)**.

Membres :

Mme **KINOUANI (Ghislaine)** ;
M. **NTOTO LACOMBE (Roger)** ;
M. **OMBOUMA (Mesmin)**.

8. Commission santé et antidopage

Président : M. **ELENGA OKANDZE (Jean Pierre)** ;
Vice-président : M. **DZOTA (César)** ;
Secrétaire-rapporteur : M. **SALOMON (André)**.

Membres :

M. **SAMBA (Gaston)** ;

M. **MASSOUSSOULA (Rémy)** ;

Mme **MOUKO (Odile)**.

Les frais de fonctionnement du comité d'organisation de la coupe d'Afrique de handball « challenge Edith Lucie BONGO ONDIMBA, 2^e édition » sont à la charge du budget de l'Etat.

PARTIE NON OFFICIELLE

- ANNONCE -

DECLARATION D'ASSOCIATIONS

Création

Département de Brazzaville

Année 2018

Récépissé n° 019 du 5 mars 2018. Déclaration à la Préfecture du département de Brazzaville de l'association dénommée : "**DIVIN TABERNACLE** ", Association à caractère religieux. *Objet* : diffuser le message de Dieu révélé pour notre temps et prêché par le prophète William Mrien Brahanam. *Siège social* : au n°71 avenue de la paix quartier Moupépé arrondissement 2 Dolisie, département du Niari. *Date de la déclaration* : 30 octobre 2017.

Récépissé n° 025 du 19 mars 2018. Déclaration à la Préfecture du département de Brazzaville de l'association dénommée : "**MINISTERE PROPHETIQUE VISION MONDIALE** ", Association à caractère religieux. *Objet* : enseigner la parole de Dieu

conformement à la Bible ; renforcer la relation entre Dieu et ses enfants ; renforcer la fraternité, la solidarité, la camaraderie et l'entraide entre les fidèles du ministère ; préserver la paix et partager activement du développement du pays. *Siège social* : au n°35 bis rue Bonga arrondissement 4 MOUNGALI, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 25 septembre 2015.

Récépissé n° 061 du 26 février 2018.

Déclaration à la Préfecture du département de Brazzaville de l'association dénommée : "**DYNAMIQUE D'ACTION DES JEUNES LEADERS DE LA BOUENZA** ", en sigle "**D.A.J.L.B.**". Association à caractère socio éducatif et culturel. *Objet* : promouvoir le vivre ensemble, afin de redonner aux jeunes des onze (11) districts le sentiment d'appartenance à un département et à un seul pays ; promouvoir la culture de paix en milieu jeunes ; encourager les partenaires privés à investir dans le domaine socio éducatif et culturel des jeunes du département de la Bouenza ; valoriser les activités extra post et périscolaire. *Siège social* : au quartier Cité de 17 zone 6 bloc arrondissement 7 Mfilou-Ngamaba, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 7 février 2018.

Récépissé n° 077 du 22 mars 2018.

Déclaration à la Préfecture du département de Brazzaville de l'association dénommée : "**VIE ET PARTAGE 06**", en sigle "**VI-PA.06.**". Association à caractère socio économique et éducatif. *Objet* : accompagner et éduquer les jeunes mères par des ateliers de cuisine ; promouvoir la création des espaces solidaires d'échange économiques participatifs ; soutenir toutes initiatives culturelles afin de réaliser les objectifs signés à l'association. *Siège social* : au n°1430 rue Mossaka arrondissement 5 Ouenzé, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 16 février 2015.

Année 2000

Récépissé n° 141 du 8 mai 2018. Déclaration à la Préfecture du département de Brazzaville de l'association dénommée : "**MUTUELLE DES TRAVAILLEURS DE LA S.N.E**", en sigle "**MUTUELLE-S.N.E.**". Association à caractère social. *Objet* : porter assistance et aide multiforme aux membres. *Siège social* : à l'immeuble S.N.E avenue Paul DOUMER , Brazzaville. *Date de la déclaration* : 7 février 2000.

Imprimé dans les ateliers
de l'imprimerie du Journal officiel
B.P.: 2087 Brazzaville